

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAVURE D'AZUR

Z.I Plaine de Signargues
30390 Domazan

Références : 2024-06-269

Code AIOT : 0006600530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement GRAVURE D'AZUR implanté Plaine de Signargues Z.I. 30390 Domazan. L'inspection a été annoncée le 02/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVURE D'AZUR
- Plaine de Signargues Z.I. 30390 Domazan
- Code AIOT : 0006600530
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement appartient au groupe allemand Janoschka présent dans 14 pays à travers 26 filiales avec un effectif de 1400 personnes. L'entreprise compte 6 sites en France. Janoschka est positionné sur le secteur prépresse (ou préimpression, cela regroupe l'ensemble des opérations qui précèdent l'impression) et fait partie des chefs de file mondiaux de son secteur.

L'établissement situé à Domazan a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 30 mars 1993 ; il est spécialisé dans la préparation par traitement de surface et la gravure des rouleaux destinés aux

imprimeurs. Cette photogravure permet l'impression d'emballage par héliogravure, offset ou flexographie. Ce site emploie 28 personnes dans un marché tendu.

Suite à une pollution des sols et des eaux souterraines par du CrVI liée à une cuve fuyarde, un plan de gestion de la pollution établi par Antéa a été transmis par l'exploitant retenant un traitement par réduction chimique in-situ. Ce traitement a été encadré par l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019 (2 campanes d'injection de FeO ont eu lieu en juin 2019 puis sept 2019) et un suivi des eaux souterraines a été prescrit pour vérifier l'efficacité de la solution mise en œuvre.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi des eaux souterraines en lien avec à la réglementation sur les ateliers de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47	Sans objet
2	traitement de la pollution au CrVI	AP Complémentaire du 22/05/2019, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au traitement de la pollution des sols et des eaux souterraines, par du Cr VI, réalisé en 2019 par injections de FeO, les résultats des analyses dans les eaux souterraines confirment l'efficacité du traitement.

Le suivi semestriel n'est plus justifié.

Une analyse de confirmation à échéance de 2 ans est demandée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des eaux souterraines en lien avec les dispositions spécifiques pour les ateliers de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

article 47 :

*L'exploitant d'une installation où sont présentes **plus de 5 tonnes** de substances et mélanges dangereux à mention de danger H310, H330 ou H370 ou **50 tonnes de substances** et mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372 réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :*

- un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique jointe au dossier d'enregistrement ;*
- - deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus.*

Constats :

L'exploitant a été sollicité pour déterminer la quantité de substances mises en œuvre de façon à déterminer si cette disposition est applicable.

L'exploitant a indiqué utiliser:

- un bain de chromage alimenté par une substance classée H330, l'acide chromique.

"La cuve de travail contient 1 300 litres à 320g/l d'acide chromique pour une densité du bain de 1,23g/l soit environ 416kg d'acide chromique dans 1 600kg de bain. Nous recevons la substance de la part de notre fournisseur dans un GRV de 500 litres à 500g/l une fois par an qui sert au dosage automatique de notre bain (la densité est de 1,34g/l) soit 250kg d'acide chromique dans 670kg de mélange lorsqu'il est plein. Donc au total, nous avons sur site toujours moins de 2,5 tonnes de mélange contenant de l'acide chromique H330, donc bien inférieur aux 5 tonnes de l'article 47."

- d'autres substances présente dans le bain de nickel de 750 litres et le durcisseur des bains de cuivrage.

"Le bain de nickel a une densité de 1,27g/l soit 950kg de bain auxquels il faut ajouter un stock de composés solides pour les ajouts d'environ 150kg soit un total de 1100kg. Pour le durcisseur, il est mélangé dans 5 bidons de 30 litres maximum et un bidon de 25 litres de produit pur en stock soit 175 litres, donc moins de 200kg. Donc au total, nous avons sur site toujours moins de 1,5 tonnes de mélange de ces substances, donc bien inférieur aux 50 tonnes de l'article 47."

→ L'inspection acte le fait que le site met en œuvre une quantité de substances dangereuses inférieure aux seuils imposant un suivi des eaux souterraines au titre de cette disposition.

Toutefois, l'inspection peut imposer un suivi des eaux souterraines si les conditions d'exploitation ne prévoient pas les mesures préventives suffisantes pour éviter une nouvelle pollution.

A ce titre, l'inspection acte le fait que la cuve fuyarde à l'origine de la pollution n'est plus utilisée et que le bain de chromage est désormais dans une cuve aérienne sur rétention.

Les canalisations de transport des effluents contenant des substances dangereuses sont aériennes. Un caniveau permet l'acheminement des effluents industriels vers les cuves de stockage dans l'attente d'une reprise pour traitement extérieur à l'entreprise.

→ Ces canalisations et ce caniveau font l'objet de vérifications. Elles doivent être périodiques et rigoureuses.

→ De plus, la maintenance des rétentions doit permettre de respecter en permanence les dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 1993 relatif aux rétentions réglementaires nécessaires à la prévention des pollutions accidentelles

Type de suites proposées : Sans suite administrative

N° 2 : traitement de la pollution au CrVI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/05/2019, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'efficacité du traitement de la pollution

Prescription contrôlée :

article 6: Suite au traitement par injections, l'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines sur son site industriel de Domazan et dans son environnement proche conformément à la surveillance prévue à l'article 4.

La fréquence des contrôles est trimestrielle pendant les 12 mois qui suivent le traitement, puis semestrielle pendant une période de 3 ans à l'issue de laquelle un bilan quadriennal est transmis à l'inspection.

Constats :

L'exploitant a transmis, avec les résultats de l'année 2023, une analyse intitulée "Recommandations après 4 ans de suivi" qui conclut:

- en l'efficacité du traitement par injection, réalisé en 2019:

" les quatre ans de suivi ont confirmé l'absence de retour de la coloration jaunâtre caractéristique de la présence de chrome VI en phase dissoute" (page 49) ;

- en la stabilité des paramètres physico-chimiques:

"Concernant le suivi des paramètres physico-chimiques ils sont globalement stables sur l'année 2023 et comparables aux données de 2022. Le suivi de ces paramètres et les observations organoleptiques montrent la pérennité de l'incidence du traitement".

De plus, les études préalables au traitement ont montré qu'une fois réduit en Cr III, même si le potentiel d'oxydo-réduction redevenait positif, le CrVI ne réapparaissait pas.

Par ailleurs, l'inspection ne retient pas les 2 problématiques résiduelles concernant la présence de nickel et de sulfates à des teneurs légèrement supérieures au seuil de potabilité.

→ En conclusion, l'inspection retient qu'il n'y a plus d'impact hors site et que la situation est stable. Au regard des résultats similaires depuis décembre 2021 (voir tableau 9, page 28, présentant les résultats en CrVI depuis les injections), la poursuite du suivi semestriel n'est plus justifiée, une dernière campagne d'analyses de contrôle, à échéance de deux ans, paraît suffisante.

→ L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une campagne de contrôle final fin 2025 sur les 7 piézomètres suivants: Pz2, Pz5, Pz10, Pz11, Pz8, Pz9 et Pz12 avec l'analyse du CrVI, du sulfate et du nickel.

Les résultats sont transmis à l'inspection au cours du premier trimestre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite administrative